

## INTERDICTION D'ACCÈS

7, place Royale - RDC  
à Nantes

---

### MESURES DE POLICE

La Maire de la Ville de Nantes,

**Vu** les articles L 2212-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales,

**Considérant** les constatations faites le 13 juin 2024 par des agents du Service Risques et crises de la Ville de Nantes, des conséquences de l'incendie ayant affecté l'immeuble situé à l'angle de la rue Crébillon (n°2) et de la rue Contrescarpe à Nantes le 13 juin 2024,

**Considérant** la destruction partielle de l'immeuble situé au n°2 rue Crébillon,

**Considérant** l'imbrication des immeubles situés aux n°2 rue Crébillon et n°7 place Royale,

**Considérant** de ce fait, le risque pour la sécurité publique,

Sur la proposition du Directeur Général des Services de la Ville,

### ARRÊTE

**Article 1** - A compter de ce jour et jusqu'à l'achèvement des mesures propres à garantir la sécurité des accédants, lesquelles devront être attestées par un homme de l'art, **l'accès au rez-de-chaussée de l'immeuble situé 7 place Royale à Nantes, est interdit.**

**Article 2** – Par dérogation à l'article 1er du présent arrêté, l'accès à l'immeuble susvisé est autorisé à tous professionnels experts, équipés de protections individuelles, mandatés par les parties intéressées.

**Article 3** - Le présent arrêté sera notifié au syndic, en charge de sa transmission au propriétaire.

**Article 4** – Le présent arrêté sera affiché sur place et fera l'objet d'une publication sous forme électronique sur le site internet metropole.nantes.fr

**Article 5** - M. le Directeur Général des Services de la Ville et M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

À Nantes, le 13 juin 2024

Pascal BOLO



L'Adjoint délégué,  
Pour Madame la Maire

Pour Madame la Maire, l'Adjoint Délégué certifie le caractère exécutoire du présent arrêté, qui a été transmis en préfecture le 21 juin 2024

Le destinataire de cet acte administratif, qui désire contester la décision, peut saisir le Tribunal Administratif de Nantes d'un recours contentieux dans un délai de deux mois à compter de la notification de celle-ci. Il peut également saisir le Maire d'un recours gracieux. Au terme d'un délai de deux mois, le silence de l'autorité municipale vaut rejet implicite. Cette démarche interrompt le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse.

Tout document émanant ou traité par la Mairie de Nantes fait l'objet d'un enregistrement sur support informatique à l'usage exclusif de la Mairie de Nantes et de ses partenaires pour l'accomplissement de ses missions. Conformément à la loi « informatique et libertés » du 6 janvier 1978 modifiée, vous disposez d'un droit d'interrogation d'accès, de rectification et d'opposition pour motifs légitimes relativement à l'ensemble des données vous concernant, qui s'exercent par mail à [dpc@nantesmetropole.fr](mailto:dpc@nantesmetropole.fr) ou par voie postale à l'adresse suivante : Direction risques et protection des populations - Nantes Métropole/Ville de Nantes, 2 rue de l'Hôtel de Ville, 44094 Nantes cedex 1 accompagné d'une copie d'un titre d'identité.